

Cercle Archéologique et Historique de
Valenciennes Bulletin n°11 - Décembre 2016

Le Lien historique valenciennois.



Episode de la retraite de Russie par Joseph Ferdinand Boissard de Boisdenier. 1835. Musée des Beaux Arts de Rouen. Tableau provenant du site Herodote.net

Cercle Archéologique et Historique de Valenciennes

siège de la société : Bibliothèque Municipale
2, rue Ferrand, BP 282, 59304 Valenciennes CEDEX
tel (secrétariat) : 03.27.29.94.18
tel (présidence) : 09.50.73.21.19
Site web : www.histoire-valenciennes-cahv.

cahvalenciennes@gmail.com



Ville de
Valenciennes

1) Le mot du président.

Albert Laprade, Jean Vergnaud et les autres.



L'année qui s'achève fut dominée par la commémoration du 90^e anniversaire de la fondation du Cercle. La journée du 28 février demeurera dans les mémoires tant les exposés furent riches et thématiquement convergents, le public nombreux et les intermèdes musicaux de belle tenue. Il nous faut songer à la publication des interventions des textes de cette journée et de ceux de la journée du juin 2014 qui accompagna le lancement de la période de commémoration de la Grande Guerre. La thématique du tome 14 qui devrait sortir en 2018 s'impose en effet d'elle-même; il s'agira de traiter de Valenciennes et du Valenciennois de 1914 à la période de reconstruction des années 1920 en proposant un bouquet d'études venant compléter et approfondir les apports de l'historiographie valenciennoise propre à cette période.

Auparavant, le comité du Cercle sur proposition du bureau a arrêté le principe dès 2017 d'une publication dans le cadre du tome XIII des *Mémoires du CAHV* du livre de notre secrétaire adjoint, Jean Marie Richez sur la reconstruction de Valenciennes (1940-1959). Un bel ouvrage qui devrait compter plus de 150 pages bien illustrées et susceptible de combler les attentes de nos adhérents qu'unit une commune passion pour l'histoire de la ville, comme celles d'un public plus large que celui que nous atteignons ordinairement. Les Valenciennois soucieux de comprendre le cadre de vie où ils évoluent sont certainement intéressés par une synthèse faisant le point sur la reconstruction et la restructuration du centre-ville dévasté en mai 1940 par un incendie non maîtrisé pendant quatorze jours. Les artisans et les concepteurs de cette renaissance sont connus des passionnés de patrimoine; ils ne le sont pas nécessairement du plus grand nombre. D'ailleurs aucune rue ne garde le souvenir d'Albert Laprade dont le plan de reconstruction adopté le 23 juin 1943 est demeuré en vigueur pendant vingt-cinq ans. L'inauguration de l'Hôtel de ville en septembre 1959 par le général de Gaulle marque certes symboliquement la fin de la reconstruction, mais les organismes chargés de veiller à cette vaste opération de mutation urbanistique ne disparaissent qu'au milieu des années 1960.

Le manuscrit de M. Richez que nous avons eu la chance de découvrir en primeur allie le sérieux de la documentation, la précision technique de la démonstration à un récit qui n'a rien d'ennuyeux, ni d'abstrus pour les lecteurs non versés en bonne science urbanistique. Valenciennes fut la première ville remembrée de France et les plus hautes autorités de l'État avaient fait de Valenciennes une «ville témoin» de la reconstruction des cités dévastées par la guerre. Comment expliquer la lenteur relative de la reconstruction?. L'auteur narre avec à-propos les «péripiéties romanesques» de la conception à l'acceptation du plan Laprade, montre les multiples obstacles s'étant opposés à une renaissance rapide de l'«Athènes du Nord», Il souligne les effets retardateurs de l'absence de consensus parmi la population qui ne fut pas spontanément acquise aux conceptions futuristes de l'architecte urbaniste visionnaire que fut A. Laprade. Comme il ne faut pas avoir une conception manichéenne de l'histoire, il faut comprendre aussi après-guerre les récriminations de certains sinistrés maltraités, pour ne pas dire spoliés lorsqu'il fallut calculer le montant des dommages de guerre.

Il demeure qu'au lendemain de la Libération, le maire communiste de la ville Aimé Laboureau entérina les projets de Laprade, puis à partir de 1947, le maire RPF, Pierre Carous tout en fustigeant sans relâche les carences du MRU (Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme) reprit l'ossature du plan Laprade, une fois ce plan débarrassé de certaines dispositions, de portée bien mineure en vérité, caractéristiques de l'atmosphère de la «révolution nationale» de Vichy où il fut élaboré. Laprade ne fut cependant pas le maître d'œuvre de la reconstruction. Il fit place en 1947 à Vandenbeusch, puis à Jean Vergnaud certes disciple de Laprade, mais rapidement gagné aux conceptions de l'école dite progressiste de Le Corbusier. Le célèbre îlot 1 dénommé «Jehanne de Flandre» avec sa cour ouverte, ses toits en terrasse est bien révélateur de cette influence de Le Corbusier.

La plupart des projets urbanistiques de Laprade furent réalisés, certains (création du centre administratif regroupé, marché couvert, chauffage urbain) furent abandonnés; d'autres (reconstruction

du théâtre, aménagement du Vignoble notamment) ne virent le jour qu'un demi-siècle plus tard. Il n'est pas dépourvu de piquant de noter, dans une période où, on le sait, le devenir du Mont de Piété suscite légitimement des débats, qu'A. Laprade préconisait dès 1943 de faire du Mont de Piété un musée d'histoire où serait présenté tout ce qui touche à l'histoire de la province et de la ville, aux artistes locaux et aux traditions populaires.

Philippe Guignet

Je vous présente au nom du bureau une excellente année 2017 en espérant vous retrouver souvent dans nos diverses activités.

2) Permanence du CAHV et cotisation 2017.

Nous tenons à vous rappeler que Mme Christel Tophofen tient une permanence dans la salle du patrimoine de la Bibliothèque municipale deux fois par mois, le premier et le troisième vendredis de 14 h 30 à 15 h 30.

Le montant de la cotisation 2017 au Cercle demeure stable à vingt euros. Les chèques peuvent être soit envoyés par courrier à la Bibliothèque rue Ferrand, soit déposés au bureau de la salle du patrimoine, soit remis directement à Christel Tophofen lors des permanences. Le Cercle qui ne dispose pas de subventions régulières ne peut vivre sans cotisations et nous remercions nos adhérents d'acquitter rapidement leur cotisation qui demeure bien modique. Elle correspond à 1,6 euro par mois et offre la participation gratuite à toutes nos activités. Rappelons que contrairement à d'autres associations le Cercle donne à ses adhérents l'accès gratuit à toutes ses conférences et à la demi-journée de découverte du patrimoine valenciennois. Le voyage de juin est pratiquement proposé à prix coûtant. Beaucoup d'adhérents nous disent apprécier la lecture du *Lien historique valenciennois*, ils doivent savoir que l'envoi du *Lien* coûte par adhérent et par an uniquement en frais de port 5,6 euros !. C'est pourquoi d'ailleurs les adhérents qui ne sont pas à jour de cotisation ne reçoivent plus ce bulletin.

3) Rubriques.

- 1) Le mot du Président.
- 2) Permanence du C.A.H.V et paiement des cotisations 2017.
- 3) Rubriques.
- 4) Résumés des conférences.
- 5) Journée du patrimoine des 17 et 18 septembre 2016. Conférence de M Guignet : «Pauvreté et assistance à Valenciennes».
- 6) Agenda des conférences et actions prévues au 1^{er} trimestre 2017.
- 7) Notes bibliographiques et autres informations.
- 8) Nécrologie.

4) Résumés des conférences.

- Conférence de M. Pierre-Marie Miroux : «Les Mémoires du sergent Bourgogne, un valenciennois dans la campagne de Russie».



Pierre-Marie Miroux, agrégé de lettres modernes, professeur honoraire en Classes Préparatoires aux Grandes Écoles a retenu l'attention d'un auditoire nombreux (une soixantaine de personnes) qui in fine de surcroît a manifesté un intérêt par un flux de questions ayant conduit l'assemblée à ne quitter le Musée des Beaux-Arts que vers 17h50'. Jean-Baptiste Bourgogne est né à Condé le 12 novembre 1785, il est le fils d'un marchand de toile. Le corps des «vérites» est créé en janvier 1804 et est réservé aux jeunes hommes d'un milieu aisé pouvant acquitter 800 francs pour entrer dans cette formation militaire. J.B Bourgogne qui intègre les rangs des vélites quitte Condé en janvier 1806, participe à la bataille d'Iéna (octobre 1806) où il connaît son baptême du feu. A Eylau, il est victime de graves gelures au pied. Après Friedland (14 juin 1807), il est nommé caporal, cinq jours plus tard, le 19 juin. Quand Napoléon fait intervenir son armée en Espagne, Bourgogne participe à l'opération. Lorsque l'Autriche est vaincue en 1809 lors de la guerre de la Cinquième Coalition, il s'illustre lors des batailles d'Essling où il est blessé deux fois, et de Wagram.



Vélite.

Revue soldat des guerres napoléoniennes.

Del Prado. Edition Osprey Publishing

Napoléon entre en guerre contre la Russie en juin 1812, il traverse le Niémen pour attaquer le tsar Alexandre, qui ne respecte pas le blocus continental et a des visées sur la Pologne que l'Empereur a

reconstituée sous le nom de Grand Duché de Varsovie. Bourgogne fait partie des troupes que Napoléon fait revenir d'Espagne pour compléter la Grande Armée de plus de 400 000 hommes que l'Empereur fait déferler sur la Russie. Les Russes qui pratiquent la politique de la terre brûlée reculent mais les 5, 6 et 7



Carte provenant du site Herodote.net

septembre livrent bataille à Borodino sur les bords de la Moskova à 120 kilomètres de Moscou. Bourgogne qui combat en qualité de sergent n'en a rien vu de précis mais note l'ampleur des pertes. M.Miroux relève la sincérité de Bourgogne qui ne décrit que ce qu'il a vu à la différence d'autres mémorialistes comme le capitaine Coignet ou le général Marbot, qui ont tendance à enjoliver leur rôle. La Grande Armée entre à Moscou le 14 septembre. Bourgogne décrit les conséquences de l'incendie dévastant la cité et ne dissimule rien du pillage d'intraçables proportions auquel les troupes d'occupation se livrent. Napoléon se décide enfin le 19 octobre à partir, emportant un immense butin. Commence la retraite de Russie dont le récit occupe la majeure partie des Mémoires de Bourgogne. Cette retraite dans des conditions effroyables conduisit les débris de la Grande Armée à parcourir plus de 1300 kilomètres et ne s'acheva que le 13 décembre à la frontière allemande. A l'issue de la retraite, il ne restait plus de la Grande Armée, qu'une dizaine de milliers de soldats en état de combattre. M.Miroux regroupe ses observations en six items : la faim, le froid, la maladie, le harcèlement, la cruauté des ennemis et des survivants, le maintien d'une certaine camaraderie malgré tout.

La faim tenaille les survivants qui dévorent les chevaux, arrachent les entrailles des chevaux gelés. Des cas d'anthropophagie sont signalés. Le froid descend à -27°. Bourgogne sauve sa vie en s'enveloppant dans une peau d'ours. Les juifs sont les seuls habitants à accepter d'aider les survivants en leur cédant des marchandises. Ils étaient en effet peu considérés par la population russe, voire persécutés à intervalles réguliers. Le typhus fait des ravages, épargne Bourgogne qui n'échappe pas à la dysenterie. Alors qu'il n'y a plus ni discipline ni encadrement dans l'armée, les soldats tiraillent en désordre contre les Cosaques qui multiplient les accrochages. Des traits de solidarité entre survivants, surtout entre «pays» sont cependant notables, même si on se bouscule sans ménagements sur les deux ponts construits par les hommes du général Eblé permettant de franchir la Bérézina.

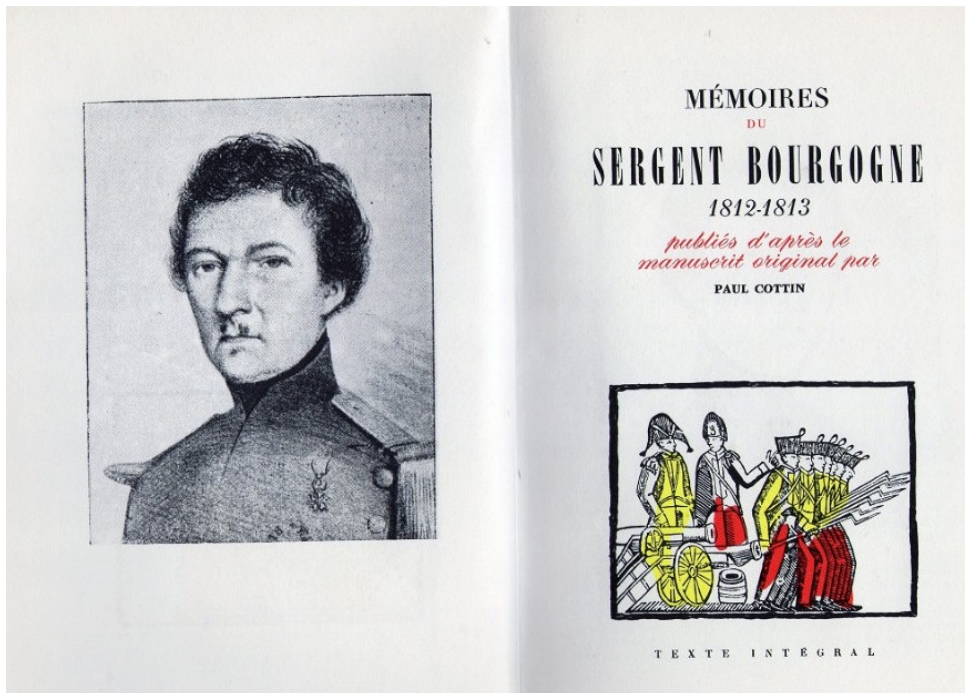
M. Miroux conclut son vaste exposé en campant la personnalité de Bourgogne. C'est un «soldat typique» des temps, il cultive des valeurs d'honneur et de courage, sait se montrer chevaleresque. Il multiplia dans tous les pays traversés depuis 1805 les aventures, sa devise était : le combat à l'amour et de l'amour au combat. Il se montre d'une curiosité naïve en découvrant les principaux monuments de Moscou et de Smolensk. Par dessus tout, il se montre d'une fidélité sans faille à l'Empereur qu'il continue à admirer sans réserve. Il entretient la légende napoléonienne par ses écrits. Bourgogne écrit en effet ses Mémoires lorsqu'il est fait prisonnier par les Prussiens après les combats à Dessau en 1813. Il quitte ensuite l'armée et ne participe pas aux Cent Jours. En 1831, il reçoit la légion d'honneur. On sait qu'il a remis en ordre son Journal en 1835. A l'avènement de la Monarchie de Juillet, il reprend en effet du service dans l'armée. Il devient lieutenant-adjutant de la place de Brest avant d'être muté à Valenciennes en juillet 1832. Il est officier d'état major et prend sa retraite en 1853. Il décède en 1867; sa tombe bien entretenue est au cimetière Saint-Roch.



Tombe du sergent Bourgogne au cimetière Saint-Roch de Valenciennes. Cliché personnel de M.Miroux

Compte-rendu effectué par M.P.Guignet.

Les Mémoires du Sergent Bourgogne furent publiés pour la première fois en 1897 dans la Nouvelle Revue rétrospective par les soins de MM Paul Cottin et Maurice Hénault, archiviste municipal à Valenciennes.



- Conférence de M. Frédéric Caron : «Culte et piété des travailleurs de jadis à Douai et Valenciennes. (XVIIe – XVIII e siècle)».

Frédéric Caron, docteur en histoire et professeur d'histoire-géographie au collège Jean Moulin de Wattignies a présenté un riche exposé sur la sociabilité religieuse des villes du Nord.



En introduction, le conférencier a insisté sur le nombre non négligeable des métiers et professions : pas moins de 118 métiers riches de 153 professions à Douai et 105 métiers et 141 professions à Valenciennes. En ce qui concerne les effectifs de maîtres, l'auteur a relevé 1930 artisans et marchands à Douai et près de 2000 à Valenciennes.

Le premier axe de sa recherche s'est efforcé à relater la géographie des saints. Sous l'Ancien Régime, les corps de métier vénèrent un saint patron ou la Vierge, considérés

comme modèles et protecteurs privilégiés des «stils» (nom d'un métier dans le patois local) sur la terre. Rien n'est trop beau (entretien d'une chapelle, fabrication d'une image, de bustes, de statues) pour magnifier le personnage sacré qui identifie, aux yeux des suppôts et citadins, la corporation. Ce dernier va élire domicile dans les églises, abbayes ou couvents.

Dans la «bonne ville» de Douai, les églises de Saint-Pierre, Saint-Jacques, Saint-Nicolas, Saint-Albin, Notre Dame, des dominicains et franciscains possèdent de nombreux autels réservés en grande partie aux corporations. Dans la cité de l'Escaut, les artisans élisent majoritairement le lieu de culte du métier dans l'église paroissiale (62,5% des cas). Des préférences sont données aux églises Saint-Géry, Saint-Nicolas, Notre-Dame la Grande, Saint-Pierre, Saint-Vaast, Saint-Jacques, Notre-Dame de la Chaussée. Par ailleurs, les oratoires des couvents restent des espaces recherchés par les marchands et artisans. Les frères prêcheurs savent s'attirer les faveurs de nombreux « stils». Au XVIII^e siècle, nous assistons à un réel mouvement de désaffectation des chapelles des églises vers celles des couvents. Les Augustins débauchent des métiers implantés dans les églises au profit de leur couvent. Les déplacements observés dans le choix du lieu de culte sont régulièrement justifiés par la nécessité de réduire le coût des offices, il faut faire des économies et baisser les dépenses du métier.



La corporation des merciers réunis dans le cloître Saint-Jean. Représentation de Léonard. (Ouvrage de l'abbé Cappliez, 1893, p80,)

Dans les villes du Nord de la France, les mois sont rythmés par la célébration des cultes corporatifs. Il apparaît une domination incontestable des fêtes célébrées au mois de décembre. Le début de l'été reste une période propice aux réjouissances des «stils». L'auteur, dans une démarche comparative, a relaté la répartition des principaux saints selon les secteurs d'activités. Il a trouvé pas moins de 60 saints patrons à Douai et 65 à Valenciennes. Sans conteste, Saint-Eloi reste le gardien privilégié des activités chargées de travailler le fer. Il est cité à 8 reprises à Valenciennes et 9 reprises à Douai. La Vierge est bien placée, son culte est répandu à Douai, pas moins de 6 corporations rangées sous la bannière de la mère du Christ. Quant à

Saint-Joseph, 6 professions du bois et du bâtiment valenciennois se sont rangés sous sa protection. Monsieur Caron s'est interrogé sur les motivations qui déterminent le choix du saint patron. Il a retenu les critères les plus objectifs : la pratique réelle ou supposée du métier, un épisode de la vie du saint ou de sa légende la rattachant à la profession exercée.

Dans un second point, le conférencier s'est efforcé de décrire le patrimoine religieux des corporations. Les artisans des bonnes villes moyennes du Nord de la France ne lésinent pas en dépenses pour honorer les saints patrons. La pire chose pour le citadin est la dégradation de son lieu de culte, le dépérissement du buste ou de la statue du protecteur attitré. Au XVIII^e siècle, la ferveur religieuse des corps de métier ne faiblit pas, les dirigeants sollicitent régulièrement les échevins pour embellir les objets du culte. Lors de la désunion de deux métiers, la préoccupation première des dignitaires est d'obtenir la permission de fabriquer de nouveaux objets religieux. Quelques inventaires des biens des corporations rédigés sous la Révolution française nous donnent une perception plus ou moins complète de leurs biens. Dans tous les «stils», le patrimoine présente des similitudes. Souvent, les communautés ont personnifié leurs patrons sous les formes d'un médaillon monté sur une plaque de cuivre, d'une effigie rehaussée par l'incrustation de pièces d'or ou de cœurs d'argent. Quelques jurandes possèdent des statues de leurs protecteurs. Les plus simples sont en bois, certaines sont dorées, argentées, d'autres sont en argent voire en or. De même, les métiers détiennent des représentations de Jésus. Par ailleurs, le conférencier a retrouvé les ustensiles nécessaires à l'ordonnement d'une procession. Il



La procession de Lille en faveur de notre Dame de la Treille. Tableau de François Watteau.

s'agit de croix, de bassins de torches en cuivre, de médailles diverses. Dans le patrimoine religieux, il existe également les éléments qui servent pour l'éclairage de la chapelle corporative, pour recouvrir l'autel ou protéger le tableau représentant le saint patron, sans oublier le matériel utilisé pour célébrer l'office divin, les funérailles. Tous les biens du patrimoine religieux des métiers douaisiens et valenciennois constituent seulement une partie des possessions réelles. Pour les professions relevées, les mentions de ciboires ou d'ostensoirs sont très rares. Assurément, sous la Révolution française, de nombreux objets du culte ont été cachés, dans l'attente de jours plus favorables à la manifestation de la religion catholique.

Classement	DOUAI	VALENCIENNES
1	Chapeliers	Amidonniers
2	Cordiers	Teinturiers
3	Charrons	Chapeliers
4	Porteurs de charbon	Fruitiers
5	Sculpteurs	Portefaix
6	Peintres et brodeurs	Barbiers
7	Fruitiers	Cabaretiers
8	Toiliers	Mesureurs de grains
9	Hotiers	Couvreurs
10	Brasseurs	Potiers
11	Mulquiniers	Cordiers
12	Orfèvres et étainiers	Gantiers
13	Mandeliers	Couteliers
14	Tonneliers	Corroyeurs
15	Menuisiers	Mandeliers
16	Porteurs au sac	Tonneliers
17	Tisserands	Charrons
18	Selliers	Meuniers
19	Tanneurs	Boulangers
20	Savetiers	Epiciers
21	Cordonniers	Peintres
22	Passementiers	Armuriers
23	Grossier-merciers	Serruriers
24	Bateliers	Ferblantiers
25	Pelletiers	Chaudronniers
26	Scieurs de long	Maréchaux-ferrants
27	Couvreurs de tuiles	Brasseurs
28	Maçons	Tanneurs
29	Chaudronniers	Tisserands
30	Ferronniers	Etainiers
31	Drapiers	Orfèvres
32	Cabaretiers	Mulquiniers
33	Cuisiniers	Ciriers
34	Meuniers	Merciers
35	Boulangers	Savetiers
36	Poissonniers	Bonnetiers
37	Bouchers	Fripiers
38	Chirurgiens	Poissonniers
39		Bouchers
40		Pelletiers
41		Charpentiers
42		Maçons
43		Menuisiers
44		Scieurs de long

Ordre des "stils" à Douai et à Valenciennes dans les processions

Dans une dernière partie, Frédéric Caron s'attarde sur l'expression de la foi au sein du métier. Avant tout, il s'agit de respecter et faire appliquer les bases de la religion catholique. Ainsi, les artisans doivent suivre le précepte du livre de la Genèse qui est de se reposer le dimanche. Ils sont aidés par les échevins des deux cités qui insistent sur le strict repos dominical. Les responsables des corporations restent attachés à la participation de tous les confrères aux messes hebdomadaires et rituelles, aux funérailles des confrères décédés. Les cérémonies pour les défunts unissent les membres des communautés de métiers car elles sont importantes pour la cohésion du monde «corporé».

Un autre idéal de la religion catholique est de secourir le pauvre, à l'imitation du Christ. Au XVIII^e siècle, les artisans soulagent les malheureux, distribuent des pains aux pauvres, versent des dons en argent à la maison des orphelins de la ville. Ils ne ferment pas les yeux devant les misères humaines aux exemples des peintres douaisiens qui procurent un bouillon régulier aux mendiants, des cordonniers valenciennois qui offrent des marchandises de cuir aux pères capucins proches des pauvres, des fruitiers qui délivrent des chemises pour les prisonniers de la ville. L'esprit de charité n'est nullement éteint dans les corporations, les aides aux pauvres (malades, vieillards, familles des défunts) se perpétuent jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

La fête du saint patron reste le moment fort dans la vie des artisans et commerçants. Si aucun suppôt n'ignore le jour de la célébration du saint protecteur, la politesse des dignitaires de la corporation veut que les confrères soient invités aux solennités par le valet. Il va de soi que la fête corporative débute toujours par une messe à la chapelle de l'église du couvent, décorée de sa plus belle argenterie. Durant la messe, le corps de métier paraît sous ses plus

beaux atours. Il faut impressionner les confrères mais aussi les autres citadins qui viennent prier à l'église. La célébration des offices nécessite de brûler de la cire, véritable signe extérieur de la richesse

pour les métiers. La célébration religieuse achevée, les maîtres désignent au scrutin, leurs dignitaires puis décident de le reconduire à son domicile, en procession, avec la statue du saint porté en grande pompe. Sans conteste, à la fin de l'Ancien Régime, les fêtes des corporations restent célébrées dans le respect des principes du concile de Trente. Elles contribuent à rappeler la propre identité d'un métier tout en resserrant les liens entre les confrères.

Les deux cités du Nord de la France bénéficient de grandes processions qui rassemblent toutes les professions. A Douai, les habitants rendent grâce tous les ans, vers le 16 juin, à Saint-Maurand, patron de la ville. Quant aux citadins de l'Escaut, ils honorent la Vierge, en la remerciant d'une intervention miraculeuse qui mit fin à la peste en l'an 1008. Dans les villes, la procession est un cortège solennel qui fait le tour de la cité en récitant des chants et prières. Tout se passe selon un rituel immuable. Chacun des métiers a son emplacement fixé d'avance, sur lequel il est impossible de revenir. Chacun tient à sa place, les maîtres se disposent selon l'ancienneté des réceptions dans la corporation. Bien sûr, le classement des «stils» diverge entre les villes. La preuve de l'ancienneté des chartes peut expliquer la position des métiers en tête ou à la fin mais cette explication n'est pas forcément la plus concluante. En conclusion, Monsieur Caron insiste sur l'idée que la religion est un élément tout à fait essentiel dans la vie des corporations. Les artisans valenciennes et douaisiens fréquentent souvent les églises, restaurent ou font fabriquer des torches pour les processions, s'endettent sans mesure pour la réfection du buste du saint patron ou l'achat d'une nouvelle statue. Les rues des cités sont le théâtre des fêtes corporatives, de la répétition des grandes processions annuelles où les acteurs de la communauté urbaine communient à la vénération du saint patron ou de la Vierge.

Compte rendu effectué par M. Caron

- **Conférences du 8 décembre 2016 à l'Université du Mont Houy.** Trois exposés de 25 minutes ont été proposés, trois regards croisés sur l'histoire sanitaire des populations du Nord au XIXe siècle. Celui de Mme Chantal Pétilion sur l'insalubrité en partant de l'exemple de Roubaix, celui du Docteur Desplats sur les bulletins de décès sous le Second Empire à Valenciennes, Lille et Avesnes et celui de M. Philippe Roger sur le thème "la tuberculose dans la France du Nord (1870-1914)".

- **Résumé de l'exposé de Mme Chantal Pétilion, agrégée d'histoire, docteur en histoire contemporaine et maître de conférence à l'Université de Valenciennes** : «Industrialisation, insalubrité et mortalité à Roubaix au XIXe siècle».

Roubaix connu au XIXe siècle une croissance exceptionnelle en grande partie grâce à une forte immigration : séduits par le dynamisme économique, des hommes et des femmes de la France du



Mme Chantal Pétilion et M.Y. Junot, Président de séance

Nord et de Belgique furent donc naturellement conduits à venir travailler dans le "Manchester" roubaisien. Pour ces «travailleurs proto-industriels» tombés dans la misère, accablés par la faim et les épidémies de typhus ou de choléra, la seule solution pour échapper à l'enfer fut le départ, la migration ou l'émigration vers Roubaix. La motivation première de ces travailleurs était de trouver un travail et un salaire et cela occultait tout le reste, c'est à dire la pénibilité des conditions de

travail et de vie au quotidien. La ville de Roubaix ne fut pas la seule concernée par cette vague de migration. Les espaces ruraux sont au



Courée de Roubaix au XIXe siècle. Photo tirée d'un rapport sur l'insalubrité à Roubaix en 1850

fur et à mesure grignotés par l'industrialisation. Roubaix, petit bourg de 8 091 habitants en 1801, ville champignon, tentaculaire, dont l'explosion démographique et urbaine repose sur l'aventure de l'industrie textile, atteint 34698 habitants en 1851 et 124 661 habitants en 1896 (1). Dès 1840, Roubaix est la deuxième ville du département en nombre d'habitants. C'est une migration de la misère due à la crise de l'industrie linière provoquée à partir de 1837 par la concurrence anglaise et du lin russe, et par la substitution du coton au lin comme produit de consommation courante, puis par la crise agricole de 1845 à 1860 due à la rouille du seigle qui réduit la récolte de moitié, et à partir de 1860, une nouvelle vague de mécanisation dans l'industrie qui accroît les besoins de main-d'œuvre. Cette ruée d'homme en provenance de la Flandre et du Hainaut voisin, mais surtout de la colonie belge (plus de la moitié de la croissance à la fin du XIX^e siècle) est à l'origine de cette croissance exceptionnelle de Roubaix. L'industrialisation et l'urbanisation rapide, avec les forts et courées, eurent des conséquences en matière de mortalité. Hommes et femmes sont broyés par le caractère intensif d'une industrialisation qui s'immisce dans leur quotidien au point de leur faire perdre la maîtrise de leur vie. La mort demeure constamment présente : omniprésence de la maladie, insalubrité du quotidien, redondance et importance des épidémies constituent le lot quotidien de la population ouvrière. A Roubaix, en cette fin du XIX^e siècle, tout est grisaille. Le taux de mortalité est très élevé surtout lorsque frappe le choléra comme en 1866 où le taux de mortalité s'élève à 35 pour 1000. Ce taux de mortalité très élevé est dû aux conditions de vie du quotidien, conjugaison d'un temps de travail harassant en usine, de mauvaises conditions alimentaires, d'une consommation excessive d'alcool et aux conditions d'hygiène déplorable des taudis dans lesquels vivent les ouvriers.

Pour accueillir cet afflux croissant de population besogneuse, l'espace bâti passe de 46 hectares en 1826 à 350 hectares en 1850, les «courées», s'imbriquent à proximité des entreprises, ensembles de maisons d'une à deux pièces bâties se faisant face sur un étroit passage. On y entre par un corridor sombre. Au fond de la cour, une baraque abrite les W.C collectifs. Ces constructions sont réalisées dans l'urgence. En 1849, le docteur Godefroid, secrétaire du comité de salubrité demande que les arbres soient abattus pour laisser pénétrer la lumière dans les courées afin d'éviter la propagation d'épidémie contagieuse comme ce sera le cas en 1865 lors de l'épidémie de petite variole. *«Plusieurs forts, entre autres les forts Wantel-Coursier au Fontenoy et au Cul-du-Four, où la maladie sévit particulièrement offrent des habitations malsaines et mal ventilées. Ils présentent au milieu de leur carré, chacun un vaste terrain propre à aérer les habitations mais ces terrains sont plantés de quantités d'arbres en pleine végétation qui nuisent considérablement à la circulation de l'aire. Ces arbres doivent être abattus».*

Au XIX^e siècle, Roubaix devient la ville aux mille cheminées, crachant des volutes de fumées. La ville devient plus qu'avant un espace mortifère : les rejets des fumées, et des produits toxiques, l'absence d'évacuation des eaux usées, l'insalubrité des logements sont autant de facteurs qui favorisent les maladies chroniques (tuberculose) et les épidémies. Ces cheminées d'usines s'imposent dans cette période d'industrialisation du pays. Mais les transformations rapides affectent le milieu urbain et sont sources de graves problèmes : l'offre insuffisante de logements pousse les ouvriers à s'entasser dans des conditions misérables à l'intérieur d'habitations vétustes, sans confort.

L'insalubrité déjà ancienne s'aggrave, la qualité de l'eau de la Becque est polluée par le rejet des eaux de lavage de laines, les eaux des teinturiers et autres immondiçes. Un arrêté municipal permet une fois par an aux peigneurs de laine, à laisser écouler les eaux des dites fosses qui avaient servi à laver leurs laines. Les médecins observent une dynamique de la croissance des fièvres gastro-entérite ayant un caractère contagieux quoique non pernicieux (...). Leur cause étant l'absorption d'un «miasme».

Depuis le début du XIX^e siècle le problème de l'adduction d'eau à Roubaix est un sujet de préoccupation permanente. L'été, l'usage des pompes publiques était contingenté et bien souvent, les industriels pour alimenter leurs machines à vapeur devaient puiser dans le canal ou forcer des puits.

Ce n'est qu'en 1863 qu'aboutit le projet d'une prise des eaux de la Lys et le refoulement par conduite ascensionnelles vers Roubaix-Tourcoing.

Jusqu'à la dernière partie du XIX^e siècle, les pouvoirs municipaux ont peu de prise sur l'évolution urbaine. Ce sont les propriétaires privés et le patronal local qui dessinent et régissent le développement urbain à coup de spéculation foncière. A partir de 1863, on assiste à une municipalisation de la politique urbaine et sociale roubaisienne plus rationnelle.

En 1860, des progrès sont observés, le canal de Roubaix a perdu ses odeurs infectes car la ville consent à se conformer aux mesures de purification de l'eau ordonnées par le préfet mais la ville voisine de Tourcoing s'y refuse. Toutefois de 1866 à 1890, on constate une recrudescence des décès. Des enquêtes parlementaires, il ressort que les conditions de travail rejaillissent sur les conditions de santé. Un homme sur trois est réformé pour cause de déficience de taille. L'alcool fait des ravages. Dès la deuxième moitié du XIX^e siècle, on observe une profusion d'installations de cabarets (1 pour 60 habitants) et une consommation croissante d'alcool (144 litres par personne en 1856 et 204 litres en 1911 avec une pointe de 251 litres en 1893).

Le docteur Faidherbe en 1896 témoigne des ravages de la tuberculose, encombrement des poumons par l'absorption des fibres de coton, séjour prolongé dans un endroit souillé, l'alimentation insuffisante, les crachats des ouvriers sur le sols. L'action du comité d'hygiène, juge et partie, est jugée insuffisante.

"A Roubaix surtout, une cause qu'il est très important de signaler, est la pneumoconiose, c'est-à-dire l'engorgement du poumon par les fines particules de laine et de coton et les poussières de toutes sortes qui sont constamment en suspension dans l'atmosphère des usines : la présence de ces corps étrangers détermine vers les bases une pneumonie chronique qui parfois simule la tuberculose à s'y méprendre, mais bien souvent en facilite le développement.[...]"

Enfin, parmi les causes adjuvantes, nous devons signaler les séjours prolongés dans une atmosphère limitée, humide et chaude, le manque d'exercice au grand air, l'alimentation insuffisante, tant en qualité qu'en quantité, les excès de tous genres, etc...» (2)

«Or, le fort dont nous parlons est composé de vieilles maisons, dont beaucoup sont mal pavées; les puits y sont insuffisants et donnent une eau défectueuse, certainement mélangée à des matières organiques qui proviennent des eaux ménagères, jetées à même sur le terrain dépourvu de pavés et d'aqueducs. Aussi pouvons-nous affirmer que le sol est imprégné de matières putrescibles dont les résidus de fermentation vont souiller l'eau des puits. Il est donc infiniment probable que les diverses affections que nous avons observées, sont dues uniquement à la pollution du sol.

Ce que nous avons remarqué sur ce point, la plupart de nos confrères ont eu l'occasion de l'observer dans les divers quartiers de la ville et la conviction de tous est que le sol est fortement infiltré et qu'il n'y a qu'un petit nombre de puits, en état de donner une bonne eau : encore ces puits eux-mêmes sont-ils menacés d'être souillés dans un délai plus ou moins court"(3)

Même à la fin du XIX^e siècle, le combat engagé contre la mortalité infantile n'était toujours pas victorieux et les femmes épuisées par les grossesses successives ne pouvaient, pas plus que leurs compagnons usés par le travail, atteints par la tuberculose, minés par l'alcool, espérer vivre très longtemps, rarement beaucoup plus de quarante ans.

Compte rendu effectué par M J.M Richez

.....
1) Chantal Pétilon «*La population de Roubaix : industrialisation, démographie et société 1750-1880*», Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2006, 399p.

2). A. FAIDHERBE (Dr), "Étude statistique et critique sur le mouvement de la population de Roubaix (1469-1744-1893)", mémoires de la Société d'Émulation de Roubaix, t. III 1895-1896, p. 96

3) Dr A. FAIDHERBE, *op. cit.*, t. III, p. 92.

- Résumé de l'exposé du docteur Desplats (président d'honneur du CAHV) : «A propos d'un bulletin de causes de décès à Valenciennes en 1858 (1).



Il s'agit pour l'année 1858 d'un total de 705 décès, soit une mortalité de 29% (10,2% en 2015), répartis dans une 60^{ème} de rubriques médicales, selon le seul ordre alphabétique assez sommaire. Malgré la collecte imparfaite de ces données médicales, leur terminologie prépasteurienne encore confuse (2) et à condition de les rassembler par appareils avec leurs pourcentages de causalité, on peut proposer une analyse raisonnable de ce bulletin de mortalité valenciennois.

Elle affirme une nette prédominance des affections respiratoires : 40% des décès, avec au premier rang, 107 cas de phtisie pulmonaire (3), soit 15%; puis les pneumonies 7%, le croup 5%, les affections

VILLE DE VALENCIENNES.
Bulletin des Causes de Décès
Pendant l'année 1858.

CAUSES.		CAUSES.	
HOMMES.	FEMMES.	HOMMES.	FEMMES.
Abcès de toute sorte.....	4	Maladies du cœur (hyper-	
Accidents.....	14	trophie, dilatation, rétré-	14
Albuminurie.....	1	cissement, etc).....	13
Angères (de toute nature)	5	Maladies du fofe.....	11
Apoplexie.....	13	Méningite.....	14
Brûlures.....	1	Néphrite.....	1
Calculs.....	1	Névralgie.....	1
Cancer.....	17	Pyélie.....	1
Cancer en général.....	7	Paralytie.....	1
Carie.....	1	Péricardite.....	1
Catarrhe.....	39	Péritonite.....	1
Choléra sporadique.....	1	Phthisie pulmonaire.....	40
Croup.....	13	Plaies.....	1
Dartres.....	1	Fleurésie.....	10
Diabète.....	1	Pneumonie.....	14
Diarrhée.....	1	Ramollissement de l'encé-	1
Dysenterie.....	1	phale.....	1
Encéphalite.....	1	Rétention d'urine.....	1
Entérite.....	13	Roggeole.....	1
Epilepsie.....	1	Scrofules.....	1
Erysipèle.....	1	Spelte.....	1
Fièvre cérébrale.....	1	Suppuration.....	1
— intermittente.....	1	Sarcides.....	1
— guerpérale.....	1	Sautes de couches.....	1
— scarlatine.....	1	Tumeurs blanches.....	1
— typhoïde.....	13	Ulçère.....	1
Hémorrhagie.....	1	Variole.....	1
Hernie.....	1	Vieillesse.....	13
Hydropisie.....	1	Autres causes.....	1
Hydrothorax empyème.....	1	Causes inconnues.....	13
Hystérie.....	1		
Inflammation.....	1		

respiratoires chroniques 7,7%. Viennent ensuite les maladies digestives (hors épidémie de choléra) 13%, avec en tête la gastro-entérite, apanage du nourrisson et du jeune enfant, 7,6%; quelques cas de péritonite, probablement appendiculaire 1%; plusieurs cas d'atteinte hépatique non précisée, 2%. En troisième lieu, les affections neurologiques («sensitives») 12% où prédominent méningites, «fièvres cérébrales», convulsions propres à l'enfance, 5% et, chez l'adulte, l'apoplexie 4,5% où l'on a pu ranger, outre les accidents vasculaires cérébraux, les «morts subites» par infarctus cardiaque ou embolie pulmonaire, mal connus à l'époque. Cette triade causale majeure «respiratoire-digestive-neurologique» qu'on retrouvera dans d'autres tableaux urbains, est déjà responsable des deux tiers de la mortalité valenciennoise.

Moins meurtrières, les fièvres, environ 7% dont les fièvres éruptives 3,7% (avec 2 cas de variole); la fièvre typhoïde 3,1%, la fièvre pererpérale et les suites de couches mortelles (4 cas) paraissent étonnamment rares si l'on songe qu'une patiente sur 6 ou 7 mourait dans les siècles précédents.

Ensuite les maladies du cœur et des vaisseaux, 4,8%; les génito-urinaires 1,4% (La pathologie rénale n'est connue que par l'albuminurie), les accidents et brûlures (14 cas), les suicides (5 cas). Les cancers de toutes origines sont au nombre de 17 soit 2,6%, chiffre certainement sous-estimé, et à rechercher

aussi dans les rubriques «vieillesse» et «indéterminés», lesquelles ensemble, amènent au score peu flatteur de 14% de causes non élucidées.

En résumé à Valenciennes, sous le Second Empire, ce sont les gastro-entérites, pneumonies, croup, méningites, fièvres éruptives qui emportent les jeunes enfants avec un décès sur trois environ et dans la proportion d'un enfant sur 6 ou 7; l'adolescent et l'adulte jeune meurent de phtisie pulmonaire (1 décès sur 6), de typhoïde ou d'accident; l'adulte mûr ou sénescant succombe à l'insuffisance cardio-respiratoire et pour moitié à l'apoplexie et mort subite. La comparaison avec les tableaux contemporains d'autres villes est intéressante (1) : Avesnes par exemple (1857) avec un essai de classement par appareils, assorti d'une évaluation globale de la mortalité infantile et professionnelle mais sur une faible série (88 décès). Lille-1⁽⁴⁾ en 1853 offre une série conséquente (2274 décès) soigneusement répartie par appareils, sexe, âge (8 tranches d'âge), mois, quartier, avec pourcentages et un chiffre de mortalité (180), Lille-2 en 1859 accuse 3 546 décès (sans compter 373 enfants morts-nés) répartis de façon identique et par le même médecin d'état civil, ce qui permet, avec ces deux tableaux lillois des conclusions pertinentes sachant que l'inflation du nombre des décès dans Lille-2 correspond à l'accroissement de la population lilloise de 71 000 à 115 000 habitants par annexion de plusieurs quartiers populeux entre 1853 et 1859.

Ces différents tableaux urbains confirment :

- a) partout, la prédominance de la phtisie pulmonaire (1 cas/6) au sein de la triade «respiratoire-digestive- neurologique» déjà évoquée,
- b) un taux de mortalité plus important dans les grandes villes (28 à 31%) que dans les villes moyennes et petites (un peu plus de 20%),
- c) l'impact de la mortalité infantile dans les populations défavorisées : de un décès sur neuf à Avesnes et de deux décès sur cinq à Lille 1, elle en vient à Lille 2, récemment augmentée d'une forte population ouvrière, à un décès sur deux.

Mais alors que se fait pour la notion de contagion par germes infectieux, ces mêmes tableaux démontrent :

- d) le rôle délétère de la concentration urbaine sur la propagation des maladies : il suffit de comparer, pour chaque ville, la superficie disponible avec un même taux défini de «mortalité contagieuse» (5), ainsi de Valenciennes 4ha50 pour 1000 habitants et 19,5 pour mille de mortalité contagieuse, mais à Avesnes, également emmurée, 7ha 50 pour 1000 habitants et 14,5 pour mille de «mortalité contagieuse». Plus encore, ces tableaux statistiques, avec leur hiérarchie quantitative couplée à la localisation inter-urbaine des maladies, donnent corps, pour plusieurs affections y compris la phtisie pulmonaire à -e) une vraisemblable contagion interhumaine directe et surtout -f) à la permanence de foyers contagieux actifs dans la ville en dehors de toute vague épidémique.

Ces constatations éveillent la conscience des édiles à la nécessité d'interventions municipales par des mesures de salubrité publique, bien plus que par le seul renforcement de l'appareil médical. C'est à dire : lutter contre l'entassement des maisons dans les cours, impasses, «forts» adossés à l'intérieur des remparts, en y amenant l'air et la lumière, en agrandissant les logis si possible voire en les «délocalisant»; instaurer aussi une hygiène des personnes dans leur mode de vie et d'alimentation.

C'est ce qu'a compris dès 1857 à Valenciennes, comme l'a rappelé Ph.Guignet, le maire Louis Bracq (1857-1870) qui par arrêtés, nomme des commissaires de quartier chargés de visiter les logements

.....
(1)-ADN -Bulletin.admin. 8038-documents transmis par Ph.Guignet

(2) Où sont néanmoins assez bien individualisés : choléra-croup-pneumonie-gastro-entérite-méningite-fièvres éruptives et la phtisie.

(3) renvoyant à la présence permanente de 250 à 300 phtisiques dans la ville.

(4) Par convention, Lille-1 est l'année de référence de 1853 et Lille-2, celle de l'année 1859.

(5) On a choisi ici la somme des coefficients de mortalité des quatre affections contagieuses courantes -entérites, méningites, croup, fièvre typhoïde-.

surpeuplés et d'enjoindre aux occupants, propriétaires, riverains sous menace de sanctions, d'effectuer les percements d'ouvertures supplémentaires, les travaux d'assainissement (étanchéité des puits et latrines-écoulement des eaux ménagères-enlèvement des immondices-curage des canaux et fossés). En même temps, des réservoirs d'eau sont édifiés; fontaines et pompes sont multipliées. Des primes annuelles conséquentes récompensent les réalisations. Les dotations du Bureau de bienfaisance sont augmentées, les œuvres caritatives encouragées; tout cela avec le soutien préfectoral dans la ligne socio-urbanistique du gouvernement impérial.

Moins de vingt-cinq ans après ces premières mesures municipales poursuivies avec les successeurs de Bracq, les statistiques officialisent montrent un net infléchissement des taux de mortalité pour la ville de Valenciennes, de 29 pour mille en 1858 à 24 pour mille en 1880 et 21 pour mille en 1884 et, cela est à souligner, avant même les premières applications médicales pastoriennes de la fin du siècle et avant la démolition en 1891 des remparts, accusés, non sans raison, d'asphyxier la ville.

Compte rendu effectué par E. Desplats.

- Résumé de l'exposé de M Philippe Roger, Maître de Conférence d'histoire contemporaine à l'Université de Lille III : «La lutte contre la tuberculose dans les départements septentrionaux (1870-1914)».

La lutte contre la tuberculose a constitué une des premières vraies politiques de santé publique en France. Cette politique est conduite à l'échelle nationale, mais peut-être plus encore aux échelles locales. Le Nord et le Pas-de-Calais participent à la lutte qui présente toutefois dans la région quelques caractères propres.



M Philippe Roger,
maître de
conférence
Université de Lille3

La mortalité tuberculeuse paraît représenter au moins le sixième de la mortalité totale et peut-être considérée comme une «maladie sociale», liée aux mauvaises conditions de logement et à l'hygiène défectueuse. L'assainissement des communes est un objectif de la loi du 15 février 1902. Des enquêtes ont lieu dans les localités où la mortalité dépasse pendant trois ans la mortalité moyenne de leur département. Il apparaît que la mortalité par tuberculose des arrondissements à dominante industrielle (Valenciennes, Douai, Lille) est supérieure à celle des arrondissements plus ruraux.

Pour juguler le fléau, plusieurs pistes sont explorées à commencer par la lutte contre l'alcoolisme. Le cabaret est partout : à Roubaix, en 1904, il y a un débit de boisson pour 39 habitants. L'amélioration de l'hygiène est un enjeu majeur. La Belle Époque correspond à l'apogée de l'hygiénisme. Le logement, pour reprendre une expression du professeur Y. Lequin, est «le principal stigmate de la condition ouvrière». La loi Siegfried (1894) sur les H.B.M (habitations à bon marché) est louable, mais les réalisations restent modestes avant 1914. Le problème, c'est que pour assainir l'habitat, il faut pouvoir exproprier les logements insalubres et disposer de finances solides. Le Royaume-Uni a fait refluer les taudis dès la fin du XIX^e siècle; on ne peut pas dire la même chose en France. L'amélioration de l'hygiène prend surtout la forme de la désinfection que la loi de 1902 entend systématiser. 80% des désinfections sont cependant assurées par les seules compagnies minières. Lutter efficacement contre la tuberculose implique de développer les dispensaires qui assurent des soins gratuits, mais en 1914, la France ne compte encore que



Le médecin des pauvres. Jules Léonard. 1857. Musée des Beaux-Arts de Valenciennes

46 dispensaires dont un dans le Pas-de-Calais (Le Touquet), davantage dans le Nord (Lille, Douai et Valenciennes). Charles Tauchon, maire de Valenciennes en 1912 consacre une grande activité à la lutte contre la tuberculose et au développement des consultations de nourrissons.

Ce n'est évidemment pas une réponse suffisante. Le préfet du Nord, Vincent écrit que le tuberculeux «est pris en charge par le bureau de bienfaisance et l'hôpital qui se relaient pour le conduire à la mort en quatre ans. L'association dispensaire-sanatorium doit rompre ce fatal engrenage». Pour instituer le premier sanatorium, le département achète le château Lambrecht à Montigny-en-Ostrevent et y adjoint des pavillons. Cet établissement est inauguré en octobre 1905.

Il y a des sanatoria d'ailleurs innovants à Berck-sur-Mer. Ce sont des structures privées ou dépendant de l'Assistance Publique de Paris. Il faut ajouter qu'en 1888, un établissement destiné aux scrofuleux et aux rachitiques s'ouvre à Saint-Pol-sur-Mer Il est transféré en 1910 à Zuydcoote. Ce nouvel établissement vraiment immense comporte 1.500 lits dont 800 pour les colonies de vacances.

Demeure l'espoir d'une solution purement médicale. Des subventions sont accordées à l'Institut Pasteur. Les travaux poursuivis par Albert Calmette conduisent dans les années 1920 à la mise au point du BCG. Avant l'invention des antibiotiques, il est impossible de lutter directement contre la tuberculose. La contagion entre les humains est importante, mais la tuberculose est aussi une zoonose, une maladie qui se transmet des animaux à l'homme et de l'homme aux animaux. Le contrôle accru de la qualité des produits alimentaires est donc un enjeu de santé publique. Interviennent les vétérinaires qui imposent une hygiène accrue dans les exploitations agricoles. La question du lait est plus délicate car la qualité du produit varie beaucoup et les fraudes ne manquent pas. Des mesures sont prises et s'inscrivent dans le cadre de la loi du 1^{er} août 1905 qui instaure le contrôle bactériologique de l'industrie alimentaire. Cette loi complète celle de 1902. C'est là qu'intervient la tuberculine, une substance dérivée du bacille tuberculeux. L'Allemand Koch, le découvreur du bacille croit aux vertus thérapeutiques de la tuberculine. Elle se révèle inefficace quand on l'utilise sur l'homme à des fins thérapeutiques. Elle peut cependant être utile dans le domaine de l'élevage.

En 1892, le conseil d'arrondissement de Valenciennes demande que la tuberculose animale soit classée parmi les maladies dont la constatation entraîne l'abattage d'office des animaux infectés moyennant le versement d'une indemnité à l'éleveur. En 1898, la *Revue agricole, industrielle et littéraire du Nord*, publiée sous le patronage de la société d'agriculture de l'arrondissement de Valenciennes, évoque la question.

Au total, la lutte contre la tuberculose est au croisement d'une série d'innovations (évaluation de la mortalité liées à la tuberculose, assimilation à la notion de maladie sociale, plan de lutte contre les taudis, amélioration générale de l'hygiène, problème de création des abattoirs pour juguler la tuberculose bovine). En 1914, le cadre général de la lutte contre la maladie est posé mais les efforts entrepris doivent s'amplifier, car la baisse de la mortalité par tuberculose est encore bien timide.

Compte rendu effectué par M.Ph.Guignet.

Comme il est déjà 19h10, M.Guignet propose de reporter son intervention à la prochaine saison de conférence (2017-2018). L'heure est en effet trop avancée si on tient à ménager un temps de discussion. Le président de séance, Y.Junot en convient immédiatement. Une riche discussion avec un auditoire à l'évidence averti et très intéressé se développe alors et s'achève vers 19h30.

5) Journées du patrimoine à Valenciennes des 17 et 18 septembre 2016 «Hospitalités» de Charles Quint à la Révolution. Conférence de M.Guignet : «Pauvreté et assistance à Valenciennes».

En marge des expositions à la Bibliothèque Municipale; «Charité désordonnée. Les institutions hospitalières et charitables à Valenciennes avant la Révolution» du 14 au 22 septembre 2016, et du hall de l'hôtel de ville sur «l'histoire de l'Hôpital Général, depuis sa création jusqu'à nos jours», notre Président M.Ph.Guignet est intervenu lors de deux conférences (14 et 16 septembre 2016) sur le thème : «Pauvreté et assistance à Valenciennes de Charles Quint à la Révolution. La diversité des réponses institutionnelles et charitables dans une société troublée».

I) Un paupérisme persistant dans une société valenciennoise troublée et une économie en permanente recomposition.

- 1.1 Les grandes respirations conjoncturelles de l'économie valenciennoise(XVI^e-XVII^e siècles).
- 1.2 Une ville longtemps troublée par des affrontements religieux et «les trois fléaux de Dieu» (la cherté, la peste et la guerre).
- 1.3 Une pauvreté massive, quelques pesées globales et géographie par quartiers du paupérisme valenciennois de Louis XIV à la Révolution.

II) Visions du paupérisme et évolution des dispositifs d'assistance de Charles Quint à la conquête française.

- 2.1 Le legs institutionnel du Moyen Age, une éthique chrétienne face au pauvre, «image privilégiée du Christ» redynamisée par des ordres mendiants et transmise aux Temps Modernes.
- 2.2 Le nouveau contexte idéologique et social de la Renaissance, la fondation de l'Aumône générale de Valenciennes (1531) et ses conséquences.
- 2.3 La «ville-providence» et les consolidations au temps de la Contre-Réforme : secourir le peuple et lui transmettre la foi : l'innovation radicale des écoles dominicales.

III) De Louis XIV à la Révolution, inflexion des discours et des pratiques, les créations institutionnelles nouvelles du temps des Lumières.

- 3.1 Un discours sécuritaire d'exclusion davantage présent.
- 3.2 L'apport institutionnel des années 1720.
- 3.3 La création de l'Hôpital Général n'empêche pas une déstabilisation du dispositif d'assistance à la fin de l'Ancien Régime.

Chronologie des fondations des hôpitaux et des institutions de bienfaisance de Valenciennes.

Période médiévale :

Début XIII^e siècle- Fondation de l'Hôtellerie pour accueillir 80 vieillards.
1360 Fondation de l'hôpital Saint-Jacques par Jacques de Trith pour aider les pèlerins en marche vers Compostelle.

1432 Une date essentielle, fondation de l'Hôtel-Dieu par le chanoine Gérard de Perfontaine avec l'autorisation de la comtesse Jacqueline de Bavière.

1446 Fondation de l'hôpital des pauvres prêtres.

Fin XIV^e siècle-XV^e siècle (titres de fondation disparus et date exacte inconnue), institution de la maison des Chartriers pour des personnes de la ville «tombées en chartre, percluses de leurs membres, impotentes et incapables de travailler pour gagner leur vie».

Au temps du «beau XVI^e siècle» :

1531 Autre date essentielle, institution de l'Aumône Générale par le Magistrat de la ville.

1558-1563, Création et ouverture de l'Hôpital des orphelins et orphelines dit des Wilmain pour «des enfants des deux sexes», «gens de bonne famille».

De Philippe II et des archiducs Albert et Isabelle à la conquête française, Valenciennes «citadelle de la Contre-réforme» :

1584 Fondation de l'école dominicale qui s'adresse à la «jeunesse mécanique» et est confiée à la confrérie de la Doctrine chrétienne qui coopère avec le Magistrat. Un pédagogue réputé, le jésuite Guillaume Marc fait de l'institution un modèle jugé exemplaire.

1622 Première pierre du Mont-de-Piété posée par Mgr Van der Burch, ouverture en 1625.

1638 Fondation de la maison des pauvres veuves par Jean Rasoir pour dix pauvres veuves.

Valenciennes, ville française :

1722, Fondation de l'Hôpital de la Charité par le Magistrat de la ville et l'intendant du Hainaut, le marquis d'Argenson.

1724 Création de l'Hôpital royal des mendiants à la suite de la déclaration royale du 18 juillet 1724.

Mars 1751, lettres patentes du roi Louis XV portant établissement de l'Hôpital Général.

1767 Ouverture de l'Hôpital Général.

1768 Création du dépôt de mendicité de Valenciennes, le seul existant dans le Hainaut, le Cambrésis et «parties y réunies».

1780 L'intendant Sénac de Meihan institue un hôpital des enfants nouveau-nés.

En préambule de son vaste exposé, M.Guignet montre que le sujet traité pose un problème de définition et de terminologie. Que recouvrent les concepts de pauvre et de paupérisme sous l'Ancien Régime? Il y a assurément des degrés dans la pauvreté et des variations au fil du temps. Dans la société, il y a ceux qui sont toujours pauvres. Ce sont, note le professeur Gutton dont les travaux apportent beaucoup, les pauvres «structurels». Ce sont les victimes de l'âge (enfants abandonnés, orphelins, vieillards, les victimes de la maladie, des accidents, de la solitude (on pense à la populeuse catégorie des veuves chargées d'enfants en un temps où n'existent évidemment pas d'assurances sociales). Sont à ranger aussi dans cette pauvreté structurelle, les travailleurs qui ne gagnent pas assez pour vivre sans assistance. Existe aussi une «pauvreté conjoncturelle» rassemblant ceux qui passent dans la catégorie des pauvres lors des crises de subsistances ou des crises manufacturières.

M.Guignet traite alors de la persistance du paupérisme dans une ville comme Valenciennes dont l'économie est en permanente recomposition. Le nombre des pauvres fluctue selon la conjoncture qui peut être analysée dans la longue durée comme dans le temps court. Il rappelle les grandes fluctuations conjoncturelles du XVI^e au XVII^e siècle (du «beau XVI^e siècle» jusqu'à la crise organique de la «ville-

providence» après 1750). Il souligne les tourments infligés par les pestes, les guerres dont il rappelle la chronologie.

A partir des rôles de capitation scrutés au temps de Louis XIV comme à la fin de l'Ancien Régime, il conclut qu'au moins un quart des chefs de famille est en permanence exonéré de l'impôt direct à cause d'une indigence notoire et l'écart est notable entre les paroisses riches (ou relativement riches) et les paroisses pauvres (Saint-Jacques, Notre-Dame-la-Chaussée et Saint-Vaast en ville). M.Guignet distribue et commente les cartes de la distribution spatiale de la pauvreté dans la ville. M.Guignet passe ensuite à l'étude de l'évolution du dispositif hospitalo-caritatif. Le Moyen Âge lègue quelques institutions (cf chronologie) et une vision de la pauvreté : dans tout pauvre, il y a la visualisation du Christ humilié. Faire l'aumône, c'est imiter la miséricorde de Dieu. Pour tout chrétien existe un devoir d'aumône. Cette franciscanisation du pauvre «image privilégiée du Christ» perdure tout au long des temps modernes.

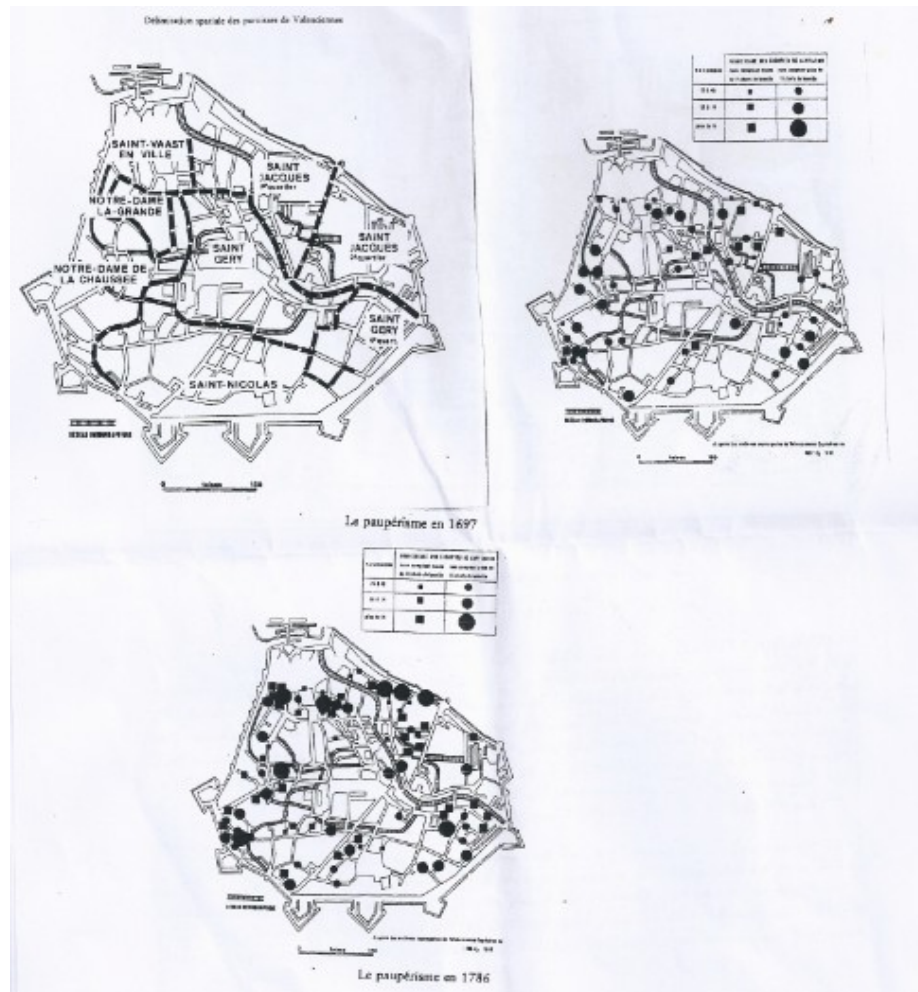
L'époque de Charles Quint correspond à un tournant. M.Guignet a déjà parlé aux adhérents du Cercle du traité de Juan.Luis Vivès «*De subventione pauperum*» (lien n° 6) qui marque un tournant idéologique. Les villes dont Valenciennes sont confrontées à l'afflux des pauvres ce qui résulte de la surpopulation relative des campagnes et de l'exode vers le monde urbain. Il faut donc imaginer de nouvelles formes de prise en charge des indigents. Le 26 mars 1531 est créé l'Aumône Générale qui correspond à une municipalisation de l'assistance, à une stratégie de centralisation des fonds, afin de les répartir plus équitablement. Dans chaque paroisse quatre «charitables» transmettent recettes et dépenses aux six «surintendants» des pauvres qui à leur tour rendent compte aux échevins qui se veulent les «pères des pauvres». L'Aumône Générale selon l'expression d'Yves Junot devient le «bras caritatif de l'échevinage» et exerce ses activités jusqu'au XVIII^e siècle. Le temps du triomphe de la Contre Réforme catholique correspond à la montée en puissance du dispositif d'assistance et ajoute une nouvelle strate de fondateurs. Il faut secourir le peuple et lui transmettre la foi. Le jésuite Guillaume Marc se fait le théoricien des écoles dominicales. Il faut alphabétiser et catéchiser la «jeunesse mécanique accoutumée au travail dès six à sept ans sans aucun repos à cause de la misère du temps». Il convient d'enseigner à lire et à écrire mais aussi note le jésuite de bien former les enfants à ce qui touche la Sainte Église, tout en ne négligeant pas d'inculquer la «civilité chrétienne». L'école dominicale de Valenciennes devient un modèle et le père Marc, l'oracle de la Compagnie de Jésus en ce domaine.

De Louis XIV à la Révolution, les discours et les pratiques s'infléchissent. Même si c'est avec retard à Valenciennes, se développe le thème de la séparation des pauvres du reste de la société par l'enfermement. On distingue de plus en plus les «vrais pauvres natifs de la ville», des mauvais pauvres vicieux et «fainéants». On peut y voir l'expression d'une inquiétude sociale face à l'immense cohorte des démunis. Avec le retour de la paix, le début des années 1720 est propice aux créations. L'hôpital de la Charité voulu par l'échevinage avec le soutien de l'intendant d'Argenson accueille les orphelins pauvres natifs de la ville. Outre une éducation religieuse attentive, les enfants et les adolescents pris en charge bénéficient d'une formation à finalité professionnelle. En 1724, on choisit la cour de Jauche afin d'y édifier l'hôpital royal des mendiants. Contrairement à l'établissement précédent, l'aire de recrutement ne se limite pas à la ville. En février 1750, plus de 300 «mendiants» sont accueillis.

A Valenciennes, on observe une efflorescence tardive des hôpitaux généraux. Dunkerque ouvre en effet son hôpital en 1737 et Lille en 1743. Au lendemain du traité d'Aix-la-Chapelle qui met un terme à la guerre de succession d'Autriche, le moment est enfin venu en 1751 de construire un hôpital général à Valenciennes. M.Guignet invite au passage l'auditoire à découvrir l'exposition organisée à l'occasion des journées du patrimoine. La construction de l'édifice fut longue (15 ans de 1752 à 1767). Le sujet a été souvent abordé d'abord sous l'angle juridique et architectural. M.Guignet propose de l'inédit en

soulignant à quel point l'équilibre financier de l'Hôpital Général fut constamment précaire. Les ressources principales venaient de la ferme de deux liards du pot de bière cabaretière. Les revenus provenant de l'institution sont restreints (gains des travaux des pensionnaires, produits des terres possédées, dons des particuliers). Comme le nombre des pauvres augmente (300 en 1767, 680 en 1772), l'Hôpital Général est rapidement aux abois, alors que le marasme manufacturier multiplie les indigents dans la ville et que la hausse des prix est générale dans l'ensemble du royaume. En 1787, le déficit est tel qu'une année presque entière est dépensée par anticipation.

L'«intendant éclairé», Gabriel Sénac de Meilhan réagit rapidement à un arrêt de janvier 1779 qui interdit le transfert d'enfants abandonnés de la province vers Paris. Il décide de créer un hôpital des enfants nouveau nés en 1780, mais se heurte lui aussi à l'insuffisance des ressources. Il doit renforcer les critères d'admission pour réduire le flux d'entrée des enfants délaissés. Le fossé entre les intentions généreuses et la réalisation apparaît derechef béant.



Carte de la répartition du paupérisme à Valenciennes. Comparaison 1697-1786. P.Guignet, Mines, Manufactures et ouvriers au XVIII^e siècle, New-York,1977, p414-415

Il n'entraîne pas dans les intentions de l'orateur de traiter de l'assistance à l'époque révolutionnaire. Il évoque simplement les travaux du Comité de Mendicité et de son rapporteur, le duc de la Rochefoucauld-Liancourt. L'assistance est perçue comme un devoir d'État. C'est une question des plus importantes qui touche aux droits de l'homme. Il faut concilier «les droits de l'homme pauvre sur la société et ceux de la société sur lui». Le Comité précise : «*La société doit à tous ses membres de la subsistance ou du travail. S'ils sont valides, on doit les secourir, mais c'est en donnant du travail à ceux qui n'en ont pas que l'on détruira la mendicité*». Ce sont là des enjeux qui sont encore d'actualité au début du XXI^e siècle».

Bibliographie à consulter pour en savoir plus.

- Jean-Pierre GUTTON, «*la société et les pauvres en Europe (XVIIe-XVIIIe siècles)*» Paris, PUF, 1974
- Bronislaw GEREMEK, «*La potence ou la pitié. L'Europe et les pauvres du Moyen-Âge à nos jours*», Gallimard, 1987.

Pour une approche plus centrée sur les villes du Nord. On se reportera à la thèse d'Alain LOTTIN, «*Lille, citadelle de la Contre-Réforme (1598-1668)*», Dunkerque, 1984.

Aux deux thèses de Philippe GUIGNET :

- «*Mines, Manufactures et ouvriers du Valenciennois au XVIIIe siècle*», New-York, Arno Press, 1977.
- «*Le pouvoir dans la ville au XVIIIe siècle. Pouvoirs, notabilité et éthique sociale de part et d'autre de la frontière franco-belge*» Paris, Ed de l'EHESS, 1990.

- à la thèse d'Yves JUNOT, «*Les bourgeois de Valenciennes (1500-1630)*», Villeneuve d'Ascq, P.U. Septentrion, 2009.

- Pour une vue d'ensemble sur l'histoire des Pays-Bas français du XVI^e au XVIII^e siècle, réédition récente par Artois Presses Université de la synthèse «*Histoire des provinces françaises du Nord de Charles Quint à la Révolution*» par Alain Lottin et Philippe Guignet.

6) Agenda des conférences et actions prévues au 1^{er} trimestre 2017.

-Dimanche 25 janvier 2017. Jean-Claude POINSIGNON, vice-président du CAHV : «La correspondance de Lucien Jonas avec Adolphe Lefrancq (1907-1945)».

A partir de 1907 et jusqu'à sa mort, le peintre Lucien Jonas (1880-1947) entretient une correspondance régulière avec Adolphe Lefrancq (1871-1951). Les lettres de Jonas ont été conservées par leur destinataire et données par ses héritiers à la Bibliothèque municipale de Valenciennes. Négociant en bois, Adolphe Lefrancq, homme d'une profonde culture et grand collectionneur - il est artiste lui-même - deviendra Président de la Chambre et du Tribunal de Commerce de Valenciennes, administrateur des Académies et Conservateur des Musées de la ville. Il sera Maire de Valenciennes après le désastre de mai 1940. C'est donc à un personnage de tout premier plan que ces lettres, dont le ton devient vite celui d'une intimité amicale, sont adressées. Elles nous éclairent évidemment sur la personnalité complexe de Jonas, nous révèlent sa fragilité psychologique par exemple. Elles nous permettent de suivre certains grands projets décoratifs de l'artiste concernant notamment la Chambre de Commerce ou le Musée des Beaux-Arts. On y découvre aussi un personnage parfaitement à l'aise dans le milieu artistique et mondain parisien et que l'administrateur des Académies consulte sur l'opportunité de

choisir tel ou tel comme professeur, sur les progrès d'un ancien élève. De façon plus inattendue Jonas est interrogé par son ami sur la fiabilité d'un candidat au mariage avec une jeune fille d'une famille amie. Durant le majorat de Lefrancq, les lettres de Jonas ont été versées aux Archives municipales où l'on peut les consulter aisément. Cette correspondance privée s'avère un document très original et passionnant à plus d'un titre. L'artiste s'y dévoile tout entier, mais elle révèle bien d'autres choses.

- Dimanche 26 février 2017. Jean-Marie CAUCHIES, membre de l'Académie royale de Belgique, président du Cercle archéologique de Mons : «Justice de l'évêque et justice de la ville à Valenciennes : délits, censures et affrontements entre clercs et bourgeois (1424 à 1430)».

Des conflits répétés survenaient jadis entre justices des villes et des évêques, non sans qu'y interfèrent en outre les seigneurs de ces villes. Valenciennes, l'évêque de Cambrai et le comte de Hainaut (en fait, alors, le «mambour» ou gouverneur, Philippe le Bon) sont ici concernés. Les affrontements portent sur l'application des censures, ou sanctions, ecclésiastiques que constituent en particulier l'interdit et l'excommunication frappant individus, collectivités ou lieux. Entre 1424 et 1430 sont survenus à cet égard une série de faits litigieux, connus par une documentation assez exceptionnelle pour l'époque. Des rouleaux de papier, inédits, relatent les cas litigieux et fournissent les arguments contradictoires de la cour épiscopale et des autorités de la ville. En parcourant ces précieux documents, on verra paraître des prêtres exposés sur une charrette et victimes de jets de pierre, un héraut d'armes agressé, un laïc bigame, des «hérétiques» mis à mort, un bourgeois incestueux, une jeune fille séquestrée et rackettée par des mauvais garçons... Le tout culminera au printemps 1430 dans une sentence d'excommunication frappant les prévôt, jurés et échevins de Valenciennes. Un sujet de conférence «pas triste» et plein d'«ambiance», on le devine...

- Dimanche 26 mars 2017. Jean-Marie RICHEZ, secrétaire-adjoint du CAHV, «La reconstruction de la ville de Valenciennes, 1940-1959».

Le 22 mai 1940, le centre-ville de Valenciennes disparaît. 440 immeubles commerciaux sont sinistrés dans la zone détruite notamment la Place d'Armes, qui perd la quasi totalité des maisons restaurées en 1752, ainsi que les deux dernières maisons à pignon en pan de bois en encorbellement de la rue de Lille. Le projet de reconstruction initial de Valenciennes est élaboré par Albert Laprade, architecte urbaniste. Ce plan reconnu d'utilité publique le 24 juin 1943 commence à être exécuté au second semestre de l'année 1948 par Vandenbeusch, nommé architecte en chef. Dès 1952, Jean Vergnaud qui lui succède modifie l'architecture du plan et crée un projet plus centré sur le bien-être de l'homme. Les deux projets aujourd'hui inachevés se superposent et constituent l'originalité de la reconstruction de la ville.

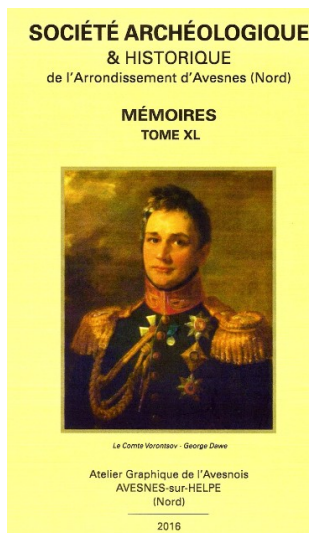
L'histoire de la reconstruction et de l'aménagement de la ville de Valenciennes doit tenir compte de la personnalité des hommes qui ont contribué à l'élaboration du plan originel qui restera juridiquement valable plus de vingt-cinq ans, des impulsions données par les différents édiles qui ont géré la ville le temps de la conception et de la réalisation du plan (Adolphe Lefrancq, Aimé Laboureau et Pierre Carous), des initiatives prises par les hommes qui ont été les réalisateurs de ce que la ville est advenue et qui ont tenu compte des directives imposées par le Commissariat à la Reconstruction (sous Vichy), puis après guerre sous les différents gouvernements de la IV^e République par le Ministère de la Reconstruction (M.R.U). Dans sa concrétisation, ce plan doit également tenir compte des initiatives prises par l'association syndicale de Reconstruction (A.S.R) représentant les intérêts des sinistrés, des options prises par les architectes d'opération lors de la construction des immeubles, du rapport de force entre les différentes composantes politiques de la Cité, du poids électoral des couches sociales qui soutiennent l'équipe municipale au pouvoir, des circonstances économiques du moment. Enfin la

Reconstruction de Valenciennes après guerre ne peut être dissociée des projets de développement de l'arrondissement et de son devenir économique sous l'impulsion des pouvoirs publics à la fin de la décennie 1950. L'inauguration de l'hôtel de ville par le Général de Gaulle le 26 septembre 1959 consacre symboliquement la fin de la reconstruction de la ville.

→ **Dimanche 9 avril** – après-midi de découverte du patrimoine du Valenciennes, Saint-Amand (musée de la tour abbatiale et historial de la ville).

7) Notes bibliographiques et autres informations.

- La Société archéologique et historique de l'arrondissement d'Avesnes (SAHAA) vient de publier le tome XL de ces mémoires, ce dernier traite de différents sujets,



L'armée russe en France 1814-1819, par Mme Michèle Lannoy,

Le Siège de Maubeuge (17 mars-3 avril 1814),

Le siège de Maubeuge par le Prince Auguste de Prusse (20 juin -12 juillet 1815) par Jean Bouvry,

Le Journal d'occupation d'un patriote résistant, biographie de l'abbé Joseph Peter, curé de Maroilles de février 1915 à janvier 1919. par Hervé Gournay,

Les origines de la Charte-Loi de Ramousies, par Michel Défossez,

Les gazogènes à bois dans la région du Nord pendant la 2^{ème} guerre mondiale, par Raymond Verhaeghe,

Le prix est de 20 €.

- Assunta Bianchi, Marinette Bruwier, Jean Puissant et Camille Vaubersy, «sociétés et concessions houillères dans le bassin du Couchant de Mons de la fin du XVIII^e siècle», 1976, 1480 p, 30€, publié par le SAICOM et Hannonia.

- Mélanie Bost et Alain Colignon, «*La Wallonie dans le Grande Guerre (1914-1918)*», Bruxelles, Renaissance du livre, 2016, 176 p. (22,90 euros)

A partir d'un ensemble de photos, les deux auteurs ont essayé de saisir les enjeux de ces années tragiques : l'invasion d'août 1914, la mise en place des autorités d'occupation, les politiques de gestion et d'exploitation des populations, la vie quotidienne du citoyen en butte à diverses pénuries, l'effritement progressif du cadre de vie familial, les combats continuant à faire rage à proximité.

-Françoise Depoorter-Lalisse, *Le camp de Friedrichsfeld et L'Ecole des blessés créée par le Douaisien Edmond Lalisse (1914-1918)*, Mémoires de la Société Nationale d'Agriculture, Sciences et Arts de Douai, sixième série, tome 1, 2016, 208 p.(22 euros)

Madame Depoorter-Lalisse a hérité des archives d'Edmond Lalisse, son grand-père qui fonda à Douai L'Ecole des blessés destinée à permettre aux malheureux ne pouvant plus exercer leur profession d'avant-guerre d'apprendre un nouveau métier. Elle a également établi la liste des 245 prisonniers de guerre français et belges morts dans le camp de Friedrichsfeld entre 1914 et 1919. Friedrichsfeld est aujourd'hui un quartier de la ville de Voerde situé dans le land de Rhénanie du Nord-Westphalie.

- Jean-Pierre Ducastelle et Laurent Dubuisson, *La ducasse d'Ath. Passé et présent*, Ath, La Maison des Géants, 2014, 176 p.

8) Nécrologie.

◆ Nous avons appris avec peine le décès de M. Eric Hamoir le 7 novembre 2016 à l'âge de 82 ans. M. Hamoir était un adhérent de vieille date du Cercle. Ce capitaine de frégate honoraire qui s'était ensuite consacré à des activités dans l'assurance avait consacré d'importants travaux à sa famille dont les racines valenciennoises sont essentielles à la compréhension du devenir d'une lignée qui génération après génération a participé activement au développement économique du Hainaut. Dès 1959 dans le tome IV des Mémoires du CAHV, il avait retracé la vie et la carrière d'Emmanuel Hamoir (1750-1811) qui fut conseiller au Conseil particulier de Valenciennes, puis juge de la juridiction consulaire de Valenciennes. Il donna la plénitude de ses recherches de généalogie sociale en 1974 en publiant dans le tome VIII des Mémoires une synthèse sur les Hamoir. Dès 1957, il avait défini l'esprit dans lequel il travaillait en empruntant quelques formules au duc de Croÿ : "Autant il est mal de ne s'occuper (de sa généalogie) que par vanité, autant il est bien de savoir la partie historique réelle et sans flatterie de sa maison. de façon à piquer la vraie et noble émulation". M. Hamoir qui s'était retiré en Suisse dans le canton de Fribourg fut vice-président de l'Institut fribourgeois d'héraldique et de généalogie.

◆ M. Michel Martinache adhérent de longue date du Cercle est décédé à 85 ans en octobre dernier. M. Martinache a publié en 1977 une préste étude de la poste à Valenciennes des origines à 1935. Il a également reproduit et commenté le texte d'une conférence donnée par Maurice Bauchond en 1938 sur la vie à Valenciennes cinquante ans plus tôt.

